

prime cinquante fois plus, ce qui, naturellement, diminue le prix de revient. Si le Gouvernement veut réellement assister les cultivateurs et en même temps ne pas ruiner l'industrie des instruments aratoires, qu'il élabore un plan qui permettrait aux manufacturiers, non seulement de machines aratoires mais d'autres articles, de se procurer leur outillage, leurs matrices et calibres coûteux, à bon compte, agissant ainsi à leur égard comme il agit envers les cultivateurs à qui il procure des grains de semence et qu'il assiste de diverses autres façons.

J'ai parcouru une grande partie de l'Ontario dernièrement, et je crains que les aciéries d'Owen-Sound et d'autres endroits qui fabriquent des boulons, des écrous, du fer en barre et d'autres articles destinés aux manufactures d'instruments aratoires soient moins occupées à l'avenir. Il ne peut en être autrement quand on voit dans les journaux des Etats-Unis des articles disant que les envois au Canada d'articles de ce genre s'accroissent. Chaque millier de pièces additionnelles fabriquées à Chicago ou dans quelque autre ville américaine pour les cultivateurs canadiens tend à diminuer le travail au Canada. J'estime que chaque député devrait se mettre au courant de la production manufacturière de sa circonscription, s'il ne l'est pas déjà, et, de la part des ouvriers qu'il représente, s'opposer à l'importation au Canada de produits semblables à ceux qui sont fabriqués dans sa circonscription. Prenons la ville de Yarmouth, dans la Nouvelle-Ecosse. Je ne sais si le représentant de cette circonscription est en Chambre actuellement. Quoi qu'il en soit, cette ville possède, me dit-on, une excellente fabrique de toile du genre utilisé pour les lieuses, une des meilleures qualités de toile qui soient. Or, une lieuse importée au Canada munie de sa toile et de toutes ses pièces enlèvera autant de travail à la fabrique de Yarmouth. L'importation de mille lieuses diminuera d'autant le travail à la disposition des ouvriers de cette manufacture. A Montréal on fabrique les tubes et les autres articles que j'ai mentionnés tout à l'heure. Les manufactures canadiennes d'instruments aratoires s'approvisionnent largement à cette usine montréalaise dont le nom est Canadian Tube and Iron Company, ou quelque chose de la sorte. Chaque centaine d'ouvriers employés à Pittsburgh à la production de ces pièces pour des lieuses destinées à l'exportation au Canada déplaceront une centaine d'ouvriers à Montréal ou dans quelque autre ville canadienne. Je n'y puis voir d'autre conséquence, et il en est de même pour tous ces articles.

Dans la très jolie petite ville ontarienne de St-Mary's, il existe une usine qui produisait autrefois une grande variété de machines ara-

[M. MacNicol.]

toires. Elle a abandonné la fabrication de plusieurs genres de machines, se contentant aujourd'hui de manufacturer un nombre restreint de variétés d'excellente qualité. Elle fabriquait autrefois des lieuses, des faucheuses, des rateaux à décharge latérale, des épandeuces et des chargeuses de foin, et ainsi de suite, mais elle a dû renoncer à la fabrication de plusieurs de ces articles, et je ne sais si elle occupe autant d'ouvriers aujourd'hui qu'il y a dix ans. Il est certain que lorsqu'elle a dû cesser la fabrication de plusieurs variétés de machines elle a dû réduire son effectif ouvrier. Il en est de même des manufacturiers de charrues de Woodstock, Brantford, Aurora, Owen-Sound et nombre d'autres villes canadiennes. Je sais fort bien que je suis impuissant à faire modifier aucun de ces droits: le Gouvernement paraît résolu à sacrifier cette industrie dans une certaine mesure. Je ne dis pas qu'il le fait de propos délibéré ou que ses motifs ne sont pas sincères. J'admets qu'ils sont sincères, mais néanmoins l'emploi d'un grand nombre d'ouvriers du pays se trouve compromis par ces neuf ou dix numéros relatifs aux machines agricoles.

J'aimerais voir un Gouvernement prendre la contre-partie de cette politique et agir comme le fit feu le président Roosevelt lorsqu'il introduisit aux Etats-Unis l'industrie du fer-blanc. Voici le fait, tel qu'il m'a été raconté; je ne m'en porte pas garant, mais je le suppose vrai. Il fit venir divers fabricants d'acier et de fer-blanc et leur demanda s'ils pouvaient laminier de l'acier en feuilles de l'épaisseur du fer-blanc. Ils répondirent affirmativement. Il leur demanda alors s'ils étaient en mesure de produire suffisamment de fer-blanc et de fer galvanisé pour approvisionner le marché américain. Ils répondirent qu'ils ne le pouvaient sans protection douanière. Il demanda donc, à ce qu'on raconte: "Quel tarif désirez-vous afin d'être en mesure de fabriquer aux Etats-Unis suffisamment de fer-blanc et de fer galvanisé pour approvisionner le marché domestique?" Ils lui dirent quel tarif ils désiraient. Je ne me rappelle pas quel en était le taux, mais le président aurait alors dit: "Très bien, nous allons hausser le tarif. Nous allons essayer de faire fabriquer par des ouvriers américains le fer-blanc et le fer galvanisé utilisés dans cette république, mais nous ne vous permettrons pas d'exploiter le consommateur américain." C'est ainsi, dit-on, que l'industrie du fer-blanc et du fer galvanisé a pu s'implanter aux Etats-Unis.

Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas empêcher les industriels d'exploiter le consommateur et je ne vois pas non plus pourquoi l'emploi de ces braves gens, machi-